



17 août 2026

Comment mener une politique écosocialiste en régime capitaliste

Depuis le début de la grande offensive néolibérale il y a plus de quatre décennies, la gauche anticapitaliste manque d'expériences concluantes, qu'il s'agisse de mettre un coup d'arrêt aux régressions sociales et environnementales ou, a fortiori, d'engager une rupture avec le capitalisme. Dans ce texte, l'économiste Cédric Durand énonce et met en débat un certain nombre de principes qui pourraient orienter une politique anticapitaliste, prenant au sérieux l'hostilité du capital, la nécessité de consolider une base sociale populaire, et l'objectif d'une société écosocialiste.

Cédric Durand (<https://www.contretemps.eu/author/cedric-durand/>)



Introduction

Comment concevoir une politique économique anticapitaliste en régime capitaliste ? Cette question essentielle pour toute force authentiquement de gauche qui prend le pouvoir s'est posée dans de multiples configurations depuis plus d'un siècle : dans des pays du centre et de la périphérie, suite à une victoire électorale, une guerre civile, une guerre de libération nationale ou une insurrection.

De la révolution russe d'octobre 1917 à la social-démocratie suédoise en passant par la création de la Chine populaire en 1949, le gouvernement de l'Union populaire au Chili en 1971 ou la victoire de l'Union de la gauche en France en 1981, les situations abondent où le problème d'une transition au-delà du capitalisme s'est posé et où les politiques ont, avec des résultats contrastés, mis en œuvre des transformations effectives de l'économie.

L'objet de ce texte n'est pas de revisiter cette foison d'expériences, mais plus modestement de faire un pas de côté par rapport à la conjoncture immédiate pour poser, dans une perspective réaliste, quelques principes généraux pouvant guider une politique écosocialiste au niveau gouvernemental afin, dans un second temps, de montrer qu'ils peuvent éclairer la réflexion stratégique dans le contexte d'un pays à revenu élevé qui n'est cependant pas une grande puissance, telle que la France des années 2020.

Pour aller plus loin

|

Ernest Mandel, le Cuba révolutionnaire et Ernesto Che Guevara
(<https://www.contretemps.eu/ernest-mandel-cuba-che-guevara/>)

Les paramètres de base

Toute politique anticapitaliste digne de ce nom doit prendre en compte trois paramètres de base : la boussole qui donne un sens au changement structurel, la nécessité de consolider la base sociale qui soutient cette politique, l'hostilité du capital.

La boussole donne sa substance politico-morale à l'action entreprise. Dans les conditions actuelles, il s'agit d'une politique éco-socialiste dont les trois piliers sont le gouvernement de l'économie par les besoins, la stabilisation du métabolisme social vis-à-vis de la nature et un internationalisme dans les relations économiques internationales qui favorise le partage des connaissances, la coopération technologique et le rééquilibrage économique et matériel des flux commerciaux. La clé de voûte de cette orientation, c'est la planification, c'est-à-dire la combinaison d'un appareil administratif capable de construire des scénarios, d'un dispositif politique permettant de les nourrir et de prendre démocratiquement des décisions engageant le moyen et long terme et, enfin, la socialisation de l'investissement, c'est-à-dire la capacité effective à orienter qualitativement le développement économique[1]. En somme, il s'agit d'une démocratisation de la macroéconomie à l'âge du capitalocène.

Le second paramètre, c'est la consolidation d'une base sociale. La question n'est pas seulement celle – décisive – du travail idéologique et organisationnel permettant de préparer des conquêtes et de tenir ses engagements. Devenir majoritaire implique de convaincre que la transformation engagée ne provoquera pas un choc, fût-il transitoire, pour les populations vulnérables sur le plan économique, mais aussi, plus largement, pour les classes moyennes attachées à ce dont elles disposent. L'hostilité à toute forme de désordre monétaire ou social d'une large frange des classes populaires reflète l'absence d'un filet de sécurité économique privé minimal ou d'une capacité de mobilisation collective effective pour y faire face, celle des classes moyennes, l'aspiration à jouir de son acquis. Si la gauche ignore souvent ce ressort puissant d'un conservatisme populaire[2], la droite l'active sans vergogne. Lorsque Édouard Philippe annonce « dans deux ans le FMI » si LFI prend le pouvoir[3], il souffle sur les braises d'une inquiétude qu'il faut éteindre.

Le troisième paramètre constitue l'arrière-plan de cette inquiétude. C'est l'hostilité du capital et la vigueur des vents économiques adverses. Face à la pression des marchés financiers, à la concurrence internationale, aux dépendances technologiques et en matières premières, à la défiance des acteurs privés qui commandent l'investissement, de quelle manière la puissance publique peut-elle mener une politique qui ne soit ni un renoncement à la transformation des structures économiques – à la manière du tournant de 1983 en France, ni une déroute pure et simple, à la manière de la pantalonnade infligée par la Troïka (FMI, BCE, Eurogroupe) au gouvernement grec dirigé par Alexis Tsipras en 2015 ?

Ces paramètres de base interdisent la désinvolture. Une politique éco-socialiste n'est pas un pique-nique lacustre, et ignorer ces difficultés garantit le désastre. Mais céder au découragement serait tout aussi fautif. La fragilité du bloc bourgeois[4], l'érosion de l'hégémonie de la finance[5], la radicalisation à droite de différentes fractions du capital[6], la fragilisation de l'atlantisme[7] ou encore l'accélération des dérèglements écologiques[8] ouvrent un espace stratégique pour faire de la construction de l'éco-socialisme une question pratique pour notre époque.

La déroute de Syriza : le principe de Tsipras

L'expérience du gouvernement Syriza est intéressante dans la mesure où il ne s'agit pas à proprement parler d'une trahison, mais plutôt d'une défaite. Syriza, une coalition de la gauche radicale, est arrivée au pouvoir au début de l'année 2015, portée par une vague de mobilisations sociales et une détermination populaire à contrer les mesures drastiques d'austérité imposées dans le cadre des négociations sur la restructuration de la dette du pays.

Cependant, il est rapidement apparu que Syriza n'avait pas les moyens de sa politique. Le problème essentiel n'était pas que les exigences en termes d'allègement du fardeau de la dette et de relance économique accompagnées par une politique monétaire adéquate au niveau européen furent techniquement inenvisageables ou économiquement loufoques, mais bien que la poursuite de ces options nécessaires pour mettre en œuvre l'orientation défendue ne dépendait pas du gouvernement grec mais de sa capacité à faire changer d'avis des partenaires européens résolument hostiles. En d'autres termes, Syriza a pris ses désirs – convaincre les instances européennes de changer d'orientation – pour des réalités, sans disposer d'un plan de repli adéquat aux capacités d'action effectives du gouvernement grec[9]. Bref, un manque de réalisme.

Cet épisode fut bien sûr dramatique pour le peuple grec qui continue d'en payer le prix, englué dans une « économie de café » fondée sur les services, principalement dans le secteur du tourisme, dans laquelle les créations d'emplois sont tirées par les bas salaires et sans perspective d'amélioration faute de base manufacturière ou de services avancés pour espérer des gains de productivité[10]. Mais cette tragédie concerne aussi la gauche en général en tant qu'elle donne une leçon simple : affronter le capital, exige une conscience aigüe des rapports de force et une agilité tactique à même de faire de l'arme économique un levier politique.

Nous proposons d'en tirer un premier principe élémentaire, que nous appellerons le principe de Tspiras :

Fonder une stratégie sur sa seule capacité à convaincre ses adversaires de changer d'orientation est une voie périlleuse.

De la guerre économique comme levier politique : le principe de Xue Muqiao

Dans son livre consacré aux réformes chinoises, *How China Escaped Shock Therapy*[11], Isabella Weber consacre un développement fascinant à la politique du Parti communiste chinois (PCC) pendant la période de la guerre de libération contre l'occupation japonaise et de la guerre civile contre les nationalistes du Kuomintang. La victoire des communistes ne se joua pas uniquement sur le plan militaire. Par leur agilité tactique à jouer des mécanismes de marché, ils battirent les forces nationalistes sur le plan économique, démontrant à l'occasion que le terrain de la stabilité économique n'a pas vocation à être celui de la droite.

Au milieu des années 1940, les nationalistes du Kuomintang n'arrivaient pas à stabiliser l'économie : sous le choc de l'occupation japonaise et de la mobilisation militaire, le marché interne se disloque, la production de produits agricoles s'effondre et les capitalistes industriels se détournent de l'investissement productif pour spéculer sur les denrées. Tandis que les prix s'envolent, le gouvernement fait tourner la planche à billets pour régler ses dépenses, générant une spirale d'hyper-inflation.

Avec l'aide de leurs conseillers états-uniens, les nationalistes tentèrent à plusieurs reprises à partir de 1942 d'imposer un gel général des prix comme celui qui avait été imposé avec succès de l'autre côté du Pacifique. Mais tandis qu'en Amérique l'économie était fortement concentrée et l'administration robuste, la Chine était alors une économie principalement rurale dont l'industrie déclinait rapidement et dans laquelle les

capacités de l'État se trouvaient très amoindries. Les tentatives de blocage des prix échouèrent en 1942, 1943 puis encore en 1947 et 1948 avec des conséquences politiques bientôt fatales.

À mesure que la désintégration de l'économie s'approfondissait, les biens de consommation les plus essentiels devenaient introuvables dans les villes, tandis que les produits industriels n'avaient plus de débouché dans les campagnes. La baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires et les difficultés d'approvisionnement de l'armée favorisaient une corruption toujours plus endémique.

Cette dégradation a fini par saper tout le crédit politique du gouvernement de Chiang Kai-shek dont le soutien se réduisit bientôt aux seuls capitalistes commerciaux et financiers ainsi qu'aux propriétaires fonciers qui profitaient de l'inflation. Comme le note Solomon Adler, un représentant du département du Trésor américain en Chine durant cette période, "à la fin de 1948, l'ancien régime était en faillite morale, politique et économique. Selon l'expression chinoise traditionnelle, il avait perdu le Mandat du Ciel." [12].

Les communistes échouèrent d'abord eux aussi à stabiliser l'économie via des mesures de contrôle des prix et des mesures prohibitives telles que l'interdiction des billets de banque émis par les nationalistes. Mais lorsqu'ils unifièrent leur action dans le domaine monétaire, commercial et productif dans le cadre d'une campagne de « guerre économique », ils obtinrent des résultats tangibles. Cette politique fut mise en œuvre avec succès par Xue Muqiao, en charge de l'action économique pour le PCC dans la région de Shandong entre 1943 et 1948.

Apporter aux masses la nourriture et les vêtements qui faisaient cruellement défaut, impliquait de rétablir les relations commerciales et de raviver la production. L'élément remarquable de cette stratégie consiste en ce qu'il ne s'agissait pas d'utiliser la contrainte, mais de remettre en circulation des produits essentiels en stabilisant les prix afin de « créer un 'marché socialiste organisé' capable de réintégrer l'économie nationale et de battre sur son propre terrain un marché capitaliste chaotique » [13].

Pour cela, le PCC a pris progressivement en charge l'organisation des réseaux commerciaux en achetant la production des paysans et en les approvisionnant en biens manufacturiers. Les agences commerciales d'État furent l'armée des communistes dans cette guerre économique. Elles constituèrent des stocks à partir des prélèvements fiscaux en nature, de la production des entreprises publiques, et d'achats aux entreprises privées et aux paysans tout en restaurant les 'lignes de vie' des flux commerciaux à mesure que le PCC rétablissait les voies de communication et les moyens de transport. Ces stocks furent décisifs pour relancer la production grâce à la régularisation des échanges, au rétablissement de la confiance dans la monnaie et à la défaite des spéculateurs.

Isabelle Weber nous en donne un récit saisissant :

Les agences commerciales d'État utilisaient ces achats massifs pour ruiner les capitalistes. Elles commençaient par se lancer dans la spéculation sur une matière première en achetant en gros, accélérant ainsi la hausse des prix. Lorsque le prix de la matière première ciblée atteignait des sommets, les agences commerciales d'État inondaient soudainement le marché en vendant leurs stocks, provoquant une chute drastique du prix et incitant les spéculateurs à vendre, faisant chuter les prix encore davantage. Vendant à des prix bien inférieurs à ceux auxquels ils avaient acheté, de nombreux spéculateurs se sont retrouvés incapables de rembourser leurs dettes, ont fait faillite ou ont tout simplement compris qu'ils ne pouvaient plus espérer de gains garantis grâce aux hausses de prix. Les agences commerciales d'État, quant à elles, ont progressivement pris le contrôle des marchés et des prix des matières premières les plus importantes. [14]

Cet exemple est riche d'enseignements. En premier lieu, construire une option publique alternative à celle du capital est un levier politique : "Plutôt que de « prendre au peuple » en le taxant ou de « se prendre à soi-même » en imposant l'austérité, la meilleure stratégie était de « prendre à l'ennemi », [c'est-à-dire d'affaiblir] « l'ennemi par des moyens économiques » [15] en substituant aux capitalistes marchands les agences d'état. En faisant la preuve de ses capacités supérieures d'organisation économique, le PCC réussit à couper les liens de la paysannerie à la bourgeoisie. En second lieu, il s'agit de prendre acte du fait que tenter de supprimer le marché peut parfois s'avérer excessivement coûteux et que, dans ces circonstances, « la direction politique doit utiliser et manipuler les forces du marché pour atteindre ses objectifs économiques plutôt que de risquer de lourdes pertes en travaillant contre ces forces » [16].

Nous proposons de tirer de cet épisode un second principe, que nous appellerons le principe de Xue Muqiao :

Organiser une option publique peut parfois permettre de manipuler les forces du marché pour atteindre ses objectifs plutôt que de subir de lourdes pertes en les confrontant directement par des mesures administratives

L'idée selon laquelle manipuler les prix de marché peut permettre d'atteindre des objectifs économiques n'a rien d'original, qu'il s'agisse des solutions libérales de type taxe Pigou pour internaliser les externalités négatives, à l'instar des solutions de type taxe carbone en matière climatique [17] ou bien de l'importance de « fausser les prix relatifs » dans le contexte des politiques développementistes en Corée du Sud [18].

D'une manière différente, après la Seconde Guerre mondiale, la social-démocratie suédoise entendait biaiser les mécanismes de marché par le biais des négociations salariales pour atteindre ses objectifs de restructuration industrielle plutôt que de tenter de contrôler l'investissement par la planification. La logique est la suivante : « d'une part, des hausses salariales supérieures à la moyenne pour les plus bas salaires réduiraient les marges bénéficiaires des entreprises et des secteurs les moins efficaces, les contraignant à rationaliser leur production ou à cesser leur activité ; d'autre part, la modération salariale des mieux rémunérés encouragerait l'augmentation des capacités de production dans les entreprises et les secteurs les plus efficaces » [19]. La contrepartie fut l'abandon progressif mais définitif de tout élément anticapitaliste.

Ce qui distingue le cas Xue Muqiao est la combinaison d'interventions visant à la manipulation du marché avec le développement d'opérateurs étatiques. Dans ce cas, l'essor d'une option publique dans le contexte du marché capitaliste peut être considéré comme une prémisses à l'accumulation de forces productives indispensables pour tout projet de planification socialiste.

L'historicité du sujet économique planificateur : le principe de Charles Bettelheim

Charles Bettelheim est un éminent contributeur aux débats sur la planification économique après la Seconde Guerre mondiale, à la fois en tant que théoricien et en tant que conseiller auprès de plusieurs gouvernements de pays socialistes et de pays nouvellement indépendants [20].

S'inscrivant dans un cadre marxiste, il considère que la fragmentation du marché est une source d'ignorance qui entrave le calcul économique social. Elle résulte d' « *une absence de connaissance [...] nécessairement inscrite dans le fonctionnement de tout marché, en tant que celui-ci met en relation de façon seulement extérieure les différentes unités de production. En effet, les rapports marchands ne font entrer en relation les unités de production que par l'intermédiaire de leurs produits, et non par l'intermédiaire de leurs travaux. Ces travaux s'effectuent au sein de chacune d'elles et ne sont donc pas directement confrontés entre eux.* » [21].

Autrement dit, la séparation de l'échange marchand rend la production de ce qui est acheté ou l'utilisation de ce qui est vendu inconnaissable au-delà de cette frontière ; elle crée ainsi des interdépendances basées sur l'ignorance, y compris bien sûr pour des aspects dont l'intérêt transcende les producteurs directement impliqués tels que les conditions de travail, l'impact écologique, les effets sociaux et territoriaux de ces activités. C'est là un des aspects classiques de la critique de la coordination marchande et un des obstacles pratiques essentiels au pilotage qualitatif du développement économique.

Là où Bettelheim est plus original au sein du marxisme, c'est en ce qui concerne sa conscience aiguë des limites historiques de la planification. Par ses études dans différents pays socialistes ou de ce qu'on appelait alors le tiers-monde, il savait de première main que le simple fait de nationaliser les entreprises ne garantissait pas, en soi, l'émergence d'un sujet économique efficace.

À Cuba, par exemple, dans les années 1960 [22], il déplore « l'irréalisme des plans », source de complications, de difficultés et de gaspillages, et s'oppose à Che Guevara sur la question des stimulants matériels pour les travailleurs ou encore de l'autonomie financière des entreprises. Son idée essentielle, qui fut aussi celle de Lénine au moment de la NEP ou des réformateurs chinois au tournant des années 1980, est tout simplement que les capacités de planification dépendent du niveau de développement d'une économie. Et que celles-ci s'apprécient relativement aux conditions du marché mondial.

Dit autrement, le socialisme ne se décrète pas, « ce n'est pas la « forme juridique » de la propriété qui détermine le mode de production, mais ce sont les rapports sociaux concrets » [23] et leur transformation prend du temps. Ainsi, selon lui, la question pratique de l'articulation du plan et du marché dans la politique d'un gouvernement socialiste dépend notamment de deux choses, d'une part « les possibilités de transmission des informations, par les possibilités de mémorisation de ces informations et par les possibilités de traitement de celles-ci en vue d'aboutir à des décisions » [24] et, d'autre part, de « la question des cadres disponibles » [25].

Nous proposons de tirer de ces éléments un troisième principe quant aux limites historiquement mouvantes de la capacité effective à substituer la planification à la logique de marché, à la fois en ce qui concerne l'étendue du plan (quels secteurs sont concernés) et sa profondeur (à quel niveau de détail). Ce troisième principe, que l'on appellera principe de Bettelheim, peut être formulé ainsi :

La capacité à offrir une solution planifiée alternative au marché est bornée par les capacités informationnelles et politico-administratives du sujet qui entend la mettre en œuvre.

Enseignements pour la France des années 2020

La situation de la France des années 2020 est celle d'un pays en déclin rapide. Sur le plan industriel, celui de l'éducation ou encore celui de l'innovation, le décrochage est manifeste[26], signalant l'échec de la politique de l'offre qui a, de surcroît, creusé les déficits publics. Cette situation crée une opportunité pour le changement et pose en même temps des défis spécifiques que les principes présentés nous permettent d'éclairer. Reprenons-les l'un après l'autre.

Ne compter ni sur la mansuétude des marchés ni sur celle de la BCE

Le principe de Tsipras

Fonder une stratégie sur sa seule capacité à convaincre ses adversaires de changer d'orientation est une voie périlleuse.

Ce principe, en ce qui concerne la France dans son rapport à l'Europe, se déploie simplement. Une différence majeure d'abord : il n'y a pas aujourd'hui de crise de la dette publique ni d'attaques austéritaires brutales parties de Bruxelles comme c'était le cas au moment de la crise de la zone euro. Ensuite, quand bien même des tensions apparaîtraient, le coût de laisser une attaque spéculative passagère sur la dette d'un pays européen dégénérer en crise systémique serait prohibitif ; en raison des effets de contagion aux autres pays et, plus encore, des effets déstabilisateurs sur les marchés financiers, la BCE serait amenée à intervenir rapidement. Il n'est donc pas aberrant d'envisager de confronter les institutions européennes pour élargir l'espace fiscal dont dispose le pays.

Ce n'est cependant pas l'option préférable. En passer par un sauvetage via la BCE impliquerait de dilapider du capital politique, affectant l'autonomie stratégique du gouvernement et limitant la capacité d'agir sur d'autres dossiers. Plus fondamentalement, la marge de manœuvre fiscale gagnée n'est pas nécessairement décisive en comparaison du coût économique, et donc politique et social, qu'impliquerait l'incertitude engendrée par cette confrontation. Enfin, avec 5% de déficit, amplifier davantage la dépendance aux marchés financiers et à la BCE n'est pas forcément une bonne idée. Il est certes vrai que dans l'immédiat, avec 2,2% de charges des intérêts de la dette en 2025[27], les finances publiques sont clairement gagnantes, mais c'est en grande partie l'héritage d'une période de taux ultra faible qui est derrière nous et l'avenir s'annonce moins favorable. Si, au fond, il n'y a pas de problème immédiat de la dette publique, la question d'économie politique est celle de la dépendance à la BCE et aux marchés. Certes, il est juste de plaider au niveau européen pour un changement de rôle de la BCE et, en particulier, pour la mobilisation pleine de la puissance monétaire au service des impératifs de bifurcation écologique. En revanche, contrairement au gouvernement Syriza, il ne faut pas remettre dans les mains des institutions européennes les conditions de possibilité d'une politique éco-socialiste impulsée au niveau national.

Intervenir politiquement sur le marché

Le principe de Xue Muqiao :

Organiser une option publique peut parfois permettre de manipuler les forces du marché pour atteindre ses objectifs plutôt que de subir de lourdes pertes en les confrontant directement par des mesures administratives

Ce principe dans le contexte qui nous intéresse est pertinent à la fois pour prévenir l'instabilité et pour engager la transformation structurelle.

Puisque les *hedge funds* font leur beurre de la volatilité, il est presque certain qu'une victoire de la gauche donnerait lieu à une agitation spéculative, ces fonds testant la possibilité de lancer un mouvement de défiance dont ils pourraient profiter. Si la voie choisie n'est pas celle de la confrontation avec les institutions européennes, éteindre ces attaques suppose d'abord de communiquer de manière cohérente sur la trajectoire des finances publiques de manière à s'assurer que les autres détenteurs de la dette n'emboîtent pas le pas aux *hedge funds*.

Ici, il est important d'avoir en mémoire que la dette publique française est détenue à près de 55% par des non-résidents[28], un niveau important en comparaison internationale, ce qui constitue une forme de vulnérabilité. Il convient donc d'assurer la solidité de la signature souveraine de la France pour ces investisseurs qui, en majorité, sont engagés à long terme à l'instar des fonds de pension japonais.

Néanmoins, il faut aussi, et simultanément, être prêt à défaire les spéculateurs si nécessaire et sans l'aide de la BCE. Le mécanisme est assez simple et les marges de manœuvre importantes. Il s'agit simplement, d'inciter de manière coordonnée les acteurs nationaux à acheter davantage de la dette publique et, pour cela, plusieurs leviers sont à disposition. La Banque de France est, dans le contexte de l'eurosystème, une entité hybride qui dispose d'une certaine latitude discrétionnaire dans ses achats d'actifs et dont elle peut user pour procéder à des achats de titres de la dette publique sur le marché secondaire, même si elle doit tenir informé le conseil des gouverneurs de la BCE de ces opérations[29].

Les entités publiques telles que les entreprises et institutions financières à capitaux publics peuvent aussi être enjointes de placer des ordres pour venir défendre la dette publique. Mais le secteur privé doit aussi être sollicité, en particulier les banques et les assurances. Le fait que la dette soit détenue largement par des investisseurs étrangers constitue d'ailleurs ici un avantage.

La contrepartie de cette dépendance externe est en effet que les banques et les sociétés d'assurances françaises détiennent relativement peu de dette publique nationale en comparaison d'autres pays et de la situation par le passé ; il y a donc des marges de manœuvre pour que ces acteurs domestiques augmentent leur détention de dette publique, ce que souligne sans détour un analyste de Swiss-Re : « c'est bel et bien un avantage, car cela permet d'inciter les banques nationales à acheter davantage d'obligations d'État françaises si nécessaire. »[30].

Cette manipulation des acteurs privés par les autorités de manière à mener à bien leur politique économique, bien qu'elle soit étrangère à l'idéologie libérale, n'a dans les faits rien d'exceptionnel. À Taiwan par exemple, pour faire face au regain d'instabilité observé depuis 2025, les autorités exigent que toute opération de change significative leur soit signalée et donnent des instructions au secteur privé de manière à stabiliser la valeur de la monnaie :

« Selon une douzaine de traders, de régulateurs et d'économistes interrogés par Bloomberg, [la banque centrale] a donné pour consigne aux exportateurs de vendre des dollars américains en période de faiblesse de la monnaie, tout en incitant les sociétés d'assurance-vie à acheter le billet vert lorsque le dollar taïwanais se renforce. Elle surveille également de près l'activité de négociation via des lignes téléphoniques dédiées et a parfois même cherché à influencer les horaires d'ouverture des marchés et les reportages des médias sur le sujet, ont indiqué ces sources »[31].

Manipuler le marché pour défaire une attaque spéculative contre la dette publique de la France est la stratégie adéquate, à condition que l'objectif soit bien de conserver une trajectoire fiscale maîtrisée. De manière plus structurelle, encourager une renationalisation de la détention de la dette peut à moyen et long terme diminuer l'exposition du pays à des attaques spéculatives.

Renoncer à une relance budgétaire ne veut cependant pas dire renoncer à une politique publique déterminée à réduire les inégalités tout en renforçant la base productive. Ici aussi, manipuler le marché peut être efficace.

D'un côté, une relance de la consommation populaire par la hausse des bas salaires peut non seulement avoir des effets stimulants sur l'emploi[32], mais également encourager l'investissement et la modernisation de l'appareil productif en mettant sous pression les entreprises les moins efficaces, comme le modèle suédois évoqué plus haut l'a montré. D'un autre côté, une fiscalité plus progressive doit permettre de dégager des ressources pour reconstruire les services publics et renforcer une fonction publique fragilisée par des décennies de déclasserement salarial. En euros constants, la croissance de la masse salariale de la fonction publique a été de 1,0 % en moyenne annuelle de 2001 à 2010 puis de 0,6 % de 2011 à 2025[33].

Pour donner un ordre de grandeur, la seule taxe Zucman dont le rendement est estimé à environ 20 milliards d'euros par an[34] suffirait à couvrir une augmentation de 5% de la masse salariale de la fonction publique (370 milliards en 2025), ce qui, associé à des mesures de remobilisation de l'administration, pourrait envoyer un signal fort aux agents que l'heure de la reconstruction de l'action et des services publics est venue. Mais l'arme de la fiscalité est aussi un instrument de lutte contre la rente financière qui gonfle les hauts revenus : revenir sur la *flat tax* ou d'autres formes d'augmentation de l'imposition des revenus du capital peut inciter à réduire la redistribution des profits d'entreprise et ainsi favoriser l'investissement.

Ces éléments pour importants qu'ils soient, ne sont pas suffisants pour qualifier une politique anticapitaliste car ils laissent de côté un autre aspect fondamental du principe de Xue Muqiao : la construction d'une option publique capable de défier l'accumulation capitaliste sur son propre terrain, ce qui nous amène à notre troisième principe concernant l'historicité du sujet planificateur.

Étendre le domaine de la planification

Le principe de Bettelheim :

La capacité à offrir une solution planifiée alternative au marché est bornée par les capacités informationnelles et politico-administratives du sujet qui entend la mettre en œuvre.

Le critère qui distingue une politique anti-capitaliste d'une autre, c'est l'extension du domaine de la planification démocratique relativement à l'étendue de la coordination marchande. Dans une telle perspective, proposer une option publique signifie construire des instruments permettant de piloter l'investissement en fonction de priorités délibérées politiquement plutôt que de connaître une trajectoire de développement ballotée selon les aléas du profit[35]. C'est aussi un des leviers pour parer à l'éventuel déploiement de la forme la plus spectaculaire du pouvoir structurel du capital, la « grève du capital », lorsque les entreprises refusent d'investir dans l'économie[36].

Dans les conditions de la France des années 2020, quelles sont les capacités dont disposerait un gouvernement disposant d'un mandat démocratique pour aller dans cette voie ? Comment, compte tenu des contraintes évoquées précédemment, engager la transformation structurelle voulue ?

L'élément décisif consiste à créer un pôle de socialisation de l'économie qui soit, à la fois, le point de convergence des aspirations et des projections collectives, le lieu où elles se confrontent aux divers domaines d'expertise en charge de produire et d'interpréter les connaissances permettant de délimiter l'espace des possibilités et d'identifier les dilemmes et les compromis et, enfin, de coordonner la mise en œuvre et le pilotage des grandes orientations du plan, tout en laissant aux différents secteurs et aux territoires la respiration nécessaire pour innover et choisir les modalités les plus adaptées[37].

Ici nous nous focalisons sur les possibilités de financement à court terme de ces priorités et sur les conditions de leur interaction avec le secteur capitaliste[38] en mettant l'accent sur le rôle des moyens de financement par le biais d'organismes soutenus par la puissance publique mais opérant en dehors du périmètre financier de l'administration (hors-bilan)[39].

Si l'on écarte une simple extension du domaine de l'administration financée par l'impôt ou bien l'émission monétaire de la banque centrale et que l'on ambitionne une planification qui saisisse le tissu économique dans son ensemble sans l'étouffer, trois principaux leviers peuvent être identifiés. Le premier, concerne l'action des entreprises publiques et de celles dont l'état est actionnaire. Même s'il reste des secteurs comme la production d'électricité où des priorités continuent à être définies politiquement, pour l'essentiel l'État actionnaire a adopté ces dernières décennies une gestion essentiellement patrimoniale via l'agence des participations de l'État.

Dans le cadre de la planification éco-socialiste, cette agence doit être rattachée au quartier général de la planification afin que les entreprises à capitaux publics jouent un rôle, par leurs investissements de premier relais de l'action collective. Du point de vue du financement, celles-ci peuvent amplifier l'action publique puisqu'elles peuvent emprunter pour développer leurs activités propres sans que cela ne vienne grever les finances publiques[40].

Le second levier, c'est la politique du crédit. Un conseil du crédit doit être créé et adossé à l'appareil du plan[41]. Il doit permettre de coordonner et d'amplifier l'action des banques publiques sans mettre en péril la stabilité monétaire ; dans la mesure limitée mais réelle de la flexibilité qu'offre l'eurosystème, la Banque de France doit y être associée et par ce biais influencer sur l'action des autres banques. La politique du crédit doit aider au fléchage des financements, mais elle n'interfère pas avec le management des firmes. Il s'agit de suppléer, de compléter ou d'orienter le crédit privé pour accompagner les orientations du plan, d'entraver le financement de projets néfastes, mais aussi de socialiser les pertes dans un dispositif de type 'bad bank' pour absorber les actifs échoués[42].

Au cours des dernières décennies, une part importante de l'activité économique et de la vie sociale est tombée sous la coupe des fonds de *private equity*[43]. La France est particulièrement exposée[44], avec près de 5 000 opérations depuis 2015 dans le domaine de l'industrie[45] et des infrastructures physiques (logement, autoroutes, datacenters...) et sociales (EHPAD[46], laboratoires médicaux...). Pour les investisseurs, il s'agit en une période relativement courte – typiquement 7 ans – de doubler ou de tripler leur mise grâce à une restructuration des actifs et à un levier d'endettement élevé qui permet de sublimer les rendements. Trop souvent, cela conduit à démanteler des activités utiles ou rentables, à détériorer la qualité de service ou à faire absorber aux salariés, aux clients ou aux collectivités l'effort nécessaire pour tenir les promesses financières mirobolantes qui fondent ces opérations.

Le troisième levier vise ainsi à battre le capital à son propre jeu. Les exigences de rendement des fonds les empêchent de développer les activités qu'ils contrôlent, ce que peut en revanche faire un investisseur patient. Il s'agit donc de prendre le contrôle des firmes par un gestionnaire d'actifs public, tout en intervenant dans leur management si nécessaire de manière à soutenir leur développement mais en restant dans le cadre d'une activité marchande. Il s'agit ainsi de substituer une option publique à la finance prédatrice ou, dans les termes de Xue Muqiao, de « prendre à l'ennemi ».

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) pourrait être l'opérateur de ces fonds et prendre le contrôle de firmes fragilisées et ayant un potentiel important, de la même manière que les gestionnaires d'actifs de *private equity* comme Blackstone ou KKR procèdent à des acquisitions. Mais il y aurait trois différences majeures. La première est que ces fonds seraient déployés de manière à prolonger l'action planificatrice, à ce titre et à celui de ces autres activités, la CDC serait rattachée au centre planificateur et les compétences managériales déployées par l'opérateur pour en assurer la gestion devraient être alignées sur l'appréciation qualitative du développement économique définie dans le plan.

La seconde tient au type d'investisseurs : si l'opérateur du fonds est public, les capitaux pourraient, eux, être privés et, notamment, provenir de livrets d'épargne populaires thématiques – par exemple le FIP : fonds d'infrastructure populaire – auxquels ils apporteraient des rendements robustes.

La troisième, tient au devenir des entreprises : si les participations peuvent s'inscrire dans le temps long, les fonds peuvent aussi décider au terme de quelques années de s'en défaire pour dégager des ressources afin de mieux remplir leur mission au sein du plan. Dans ce cas, elles seront cédées de manière à étendre la socialisation, c'est-à-dire soit aux salariés sous forme de coopératives, soit auprès de groupes de l'ESS, soit aux collectivités territoriales ou à d'autres entités publiques.

Ces trois modalités ont en commun un point essentiel, elles permettent d'étendre le domaine de la planification tout en agissant hors du bilan de l'état et des contraintes politico-financières qui s'y rapportent. Mais attention, il ne s'agit pas d'une simple commodité. Conformément au principe de Bettelheim, ces dispositifs de planification articulés au marché reflètent les limites informationnelles et politico-administratives de la puissance publique à un moment précis. Le recours aux signaux de marché indique le chemin qui reste à parcourir pour parvenir à une intégration plus complète des sujets économiques et à une organisation de l'activité économique décentralisée qui puisse se passer davantage de la forme marchande.

Alors que les technologies permettent une ubiquité quasi parfaite de l'information, les limites immédiates à la planification se situent pour partie dans la monopolisation intellectuelle par les Big Tech qui placent les administrations en situation de dépendance et limitent l'action publique, mais de manière plus aiguë encore, comme le remarquait déjà Bettelheim, la limite est celle « des cadres disponibles » pour projeter l'action du plan dans ce qui est aujourd'hui l'ordre du capital.

À un niveau plus profond, la question d'une planification émancipatrice ne se résume pas à l'alternative calcul algorithmique versus marché^[47], elle suppose le développement de nouvelles formes d'articulation entre démocratie, agentivité individuelle et collective et efficacité économique.

Conclusion : les quatre piliers d'une politique gouvernementale éco-socialiste

Le problème qui se pose à la gauche en cas de victoire aux élections est de savoir comment engager une transformation structurelle conforme à l'orientation écosocialiste, c'est-à-dire comment agir effectivement dans un sens anticapitaliste (ce que l'on peut), tout en conservant et en amplifiant sa capacité d'agir en ce sens (ne pas être défait). Les quelques lignes directrices identifiées précédemment permettent, pour conclure, d'esquisser un scénario qui ne repose pas sur la bonne volonté des adversaires politiques, utilise les mécanismes du marché pour atteindre des objectifs politiques et favorise l'extension du domaine de la planification. En voici les quatre piliers :

1. Adopter une posture de responsabilité fiscale. En s'engageant à stabiliser le poids de la dette publique dès la campagne[48], la gauche se met en position de dénoncer la contre-performance économique et financière des deux quinquennats Macron, elle ferme un angle d'attaque qui peut trouver un écho dans une population largement hostile à l'instabilité, et se dégage de la menace d'un coup de pression des marchés financiers et du risque de devoir dilapider du capital politique au niveau européen si la BCE devait être amenée à intervenir. On peut rappeler que, dans la période récente, des pays gouvernés à gauche comme l'Espagne ou le Mexique ont substantiellement réduit leur ratio dette/PIB contrairement à la trajectoire explosive brièvement initiée par le gouvernement de Liz Truss en Grande-Bretagne ou suivie par l'administration Trump aux Etats-Unis.
2. Relancer la consommation populaire par la hausse des bas salaires. Sortir de l'austérité salariale est une réponse à l'urgence sociale, mais aussi un levier pour interrompre la spirale de la logique de toujours moins de coût du travail[49] qui pèse sur l'activité et sur les finances publiques sans générer ni dynamique d'emploi, ni dynamique industrielle. C'est une incitation à l'investissement pour économiser le travail et à la recherche de différenciation concurrentielle par la qualité plutôt que par les prix. A court terme, c'est aussi un puissant stimulant de l'activité.
3. Renforcer la progressivité de l'impôt. La paupérisation de l'État affecte la qualité des services publics et dégrade les conditions de la vie économique et sociale. En revenant sur les baisses d'impôts consenties au capital et sur les mesures fiscales en faveur des plus hauts revenus, des moyens peuvent être dégagés notamment pour les salaires des fonctionnaires, pour l'action écologique, pour l'innovation et la recherche et en faveur de la dignité des personnes (aide sociale, politique pénale...).
4. Mettre en œuvre la planification écologique. Outre le rôle joué par la réglementation, la commande publique et la conditionnalité des aides existantes, nous avons montré comment une politique de socialisation de l'investissement par le développement des entreprises publiques, par la politique du crédit et par un gestionnaire d'actifs public puissant peut permettre d'étendre le domaine de la planification sans ponctionner le budget de l'état. Cette action entraînerait mécaniquement une extension du patrimoine public, ce qui est aussi un élément de stabilité macro-financière et une condition préalable à l'avènement d'un mode de développement orienté par les besoins et déconnecté de l'impératif de la croissance.

Notes

- [1] Cédric Durand et Razmig Keucheyan, *Comment bifurquer. Les principes de la planification écologique*, Paris, La Découverte, 2024.
- [2] La force de Lula au Brésil aurait été de parvenir à surpasser la situation préalable où « Considérée comme une option mettant l'ordre en péril, la gauche était écartée au profit d'une solution venue d'en haut, d'une autorité établie capable de protéger les plus pauvres sans risque d'instabilité. » André Singer, *Os sentidos do Lulismo*, s.l., Companhia Digital, 2012, p.35. Voir aussi Perry Anderson, « Lula's Brazil », *London Review of Books*, 31 mars 2011, vol. 33, n° 07, 31 mars 2011p.
- [3] Marie Pouzadoux, « Présidentielle 2027 : en meeting, Edouard Philippe dessine les grands axes de son projet de droite modérée pour un "redressement français" », *Le Monde*, 6 juill. 2026p.
- [4] Bruno Amable et Stefano Palombarini, *L'illusion du bloc bourgeois: alliances sociales et avenir du modèle français*, Paris, Raisons d'agir, 2017, 176 p.
- [5] Cédric Durand, « The End of Financial Hegemony? », *New Left Review*, 21 décembre 2022, n° 138, p. 13-13.
- [6] Marlène Benquet et Théo Bourgeron, *La finance autoritaire: vers la fin du néolibéralisme*, Paris, Raisons d'agir éditions, 2021 ; Marlène Benquet, *La finance aux extrêmes: enquête sur le capitalisme autoritaire en France*, Paris, la Découverte, 2026 ; Benjamin Braun et Cédric Durand, *L'automne braudélien de l'Amérique*, <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/07/27/trump-braudel-amerique/>, 27 juillet 2025, (consulté le 27 août 2025) ; Quinn Slobodian et Ben Tarnoff, *Muskism: a guide for the perplexed*, London, Allan Lane, 2026, 241 p.
- [7] « *La rupture de l'atlantisme rend visible un triple échec de l'Europe* », <https://www.nouvelobs.com/opinions/20260130.OBS111966/la-rupture-de-l-atlantisme-rend-visible-un-triple-echec-de-l-europe.html>, 30 janvier 2026, (consulté le 13 juillet 2026).
- [8] Katherine Richardson et al., « Earth beyond six of nine planetary boundaries », *Science Advances*, 2023, vol. 9, n° 37, p. eadh2458.
- [9] Cédric Durand, *Contre le défaitisme*, <https://coucou.contretemps.eu/contre-le-defaitisme/>, 2 novembre 2015, (consulté le 11 juillet 2026).
- [10] Michalis Nikiforos et al., « The café economy: structural transformation in Greece in the wake of austerity and "reforms" », *Industrial and Corporate Change*, 2026, p. dtag033.
- [11] Isabella Weber, *How China escaped shock therapy: the market reform debate*, Abingdon, Oxon; New York, N.Y, Routledge, 2021.
- [12] *Ibid.*, p. 75.
- [13] *Ibid.*, p. 80.
- [14] *Ibid.*, p. 81.

- [15] *Ibid.*, p. 78.
- [16] *Ibid.*
- [17] Christian Gollier, *Le climat après la fin du mois*, Paris, PUF, 2019, 367 p.
- [18] A.H. Amsden, *Asia's Next Giant: South Korea and Late Industrialization*, s.l., Oxford University Press, 1992, chap.6.
- [19] Jonas Pontusson, *The limits of social democracy: investment politics in Sweden*, 1. print., Ithaca, NY, Cornell University Press, 1994, p. 11.
- [20] François Allisson, « Charles Bettelheim and World War II, or The Making of a Planning Doctor », *History of Political Economy*, 1 décembre 2024, vol. 56, n° S1, p. 283-304 ; François Denord et Xavier Zunigo, « « Révolutionnairement vôtre » : Économie marxiste, militantisme intellectuel et expertise politique chez Charles Bettelheim », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005, vol. 158, n° 3, p. 8 ; Guillaume Fondu, *Bettelheim et le marxisme*, <https://www.contretemps.eu/bettelheim-et-le-marxisme/>, 30 novembre 2016, (consulté le 4 juin 2025).
- [21] Charles Bettelheim, *Calcul économique et formes de propriété*, Maspero., Paris, 1970, p. 82.
- [22] Voir Jérôme Leleu, « Charles Bettelheim et la planification économique à Cuba (1960-1968) », *Mondes en développement*, 2017, n° 178, n° 2, p. 103-116.
- [23] Charles Bettelheim, *La transition vers l'économie socialiste*, Paris, François Maspero, 1968, p. 179.
- [24] *Ibid.*, p. 90.
- [25] *Ibid.*, p. 86.
- [26] Patrick Artus, *Quelle stratégie économique pour la France ?*, <https://www.ossiam.co.uk/FR/post/quelle-strategie-conomique-pour-la-france>, 10 juillet 2026.
- [27] Assemblée Nationale, *Rapport sur la dette des administrations publiques.*, Paris, Assemblée nationale, 2025.
- [28] Banque de France, *Emission et détention de titres français - 2025-Q4*, <https://www.banque-france.fr/fr/statistiques/credit/emission-et-detention-de-titres-francais-2025-q4>, 15 avril 2026, (consulté le 16 juillet 2026).
- [29] BCE, « Qu'est-ce que l'ANFA ? », 13 septembre 2024.
- [30] Yoruk Bahceli, Harry Robertson et Yoruk Bahceli, « Who owns France's debt and why it matters », *Reuters*, 26 juin 2024p.

[31] Chien-Hua Wan, Argin Chang et Jacob Gu, « Taiwan's 'Big Boss' Central Bank Is Stamping Out Currency Swings », *Bloomberg.com*, 2 juin 2026p.

[32] Cédric Durand et Léo Malherbe, *Smic à 1 600 euros: une mesure crédible qui ne menace pas l'emploi* | *Alternatives économiques*, <https://www.alternatives-economiques.fr/smic-a-1-600-euros-une-mesure-credible-qui-ne-menace-pas-l-emploi>, 28 juin 2024, (consulté le 16 juillet 2026).

[33] FIPECO, *Le niveau et l'évolution de la masse salariale publique*, <https://www.fipeco.fr/fiche/Le-niveau-et-l%C3%A9volution-de-la-masse-salariale-publique>, 6 juillet 2026, (consulté le 16 juillet 2026).

[34] Olivier Blanchard, Jean Pisani-Ferry et Gabriel Zucman, « Olivier Blanchard, Jean Pisani-Ferry et Gabriel Zucman : "Nous partageons le constat qu'un impôt plancher sur les grandes fortunes est le plus efficace face à l'inégalité fiscale" », *Le Monde*, 11 juin 2025p.

[35] Michel Husson, « Planification: 21 thèses pour ouvrir le débat », *Critique Communiste*, mai 1991, n° 106-107.

[36] Kevin A Young, Tarun Banerjee et Michael Schwartz, « Capital strikes as a corporate political strategy: The structural power of business in the Obama era », *Politics & Society*, 2018, vol. 46, n° 1, p. 3-28.

[37] Une série de principes sont identifiés dans C. Durand et R. Keucheyan, *Comment bifurquer. Les principes de la planification écologique*, *op. cit.*, p. 5-10.

[38] Ne sont donc évoqués ni les questions de réglementation, ni de conditionnalités des aides ni, a fortiori les enjeux de comptabilité écologique, de procédures ou d'articulation des niveaux et des temporalités du plan.

[39] OBFA-TRANSFORM, *The Political Economy of Financing Large-Scale Transformations*, <https://www.obfa-transform.eu/project-description>, 2025, (consulté le 17 juillet 2026).

[40] Larry Elliott, « Here's how Andy Burnham can finance a reindustrialised Britain - without doing a Liz Truss », *The Guardian*, 10 juill. 2026p.

[41] La politique du crédit développée durant l'après-guerre reste pour cet instrument une référence. Eric Monnet, *Controlling Credit: Central Banking and the Planned Economy in Postwar France, 1948-1973*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018.

[42] Louis Daumas et Mathilde Salin, « A "climate bad bank" to navigate stranded assets? Exploring an emerging policy proposal », 2021.

[43] Brett Christophers, *Our Lives in Their Portfolios: Why Asset Managers Own the World*, s.l., Verso Books, 2023.

[44] Gaia Freydefont, « Why French leveraged buyouts are caving in like camembert », *Financial Times*, 5 déc. 2025p.

[45] Emmanuel Mandon et Aurélie Trouvé, *Rapport de la commission d'enquête sur la prédation des capacités productives françaises par les fonds spéculatifs*, Paris, Assemblée Nationale, 2026.

[46] Cédric Durand, « Cédric Durand, économiste : "Il faut bouter les firmes de capital-investissement hors des activités essentielles à notre vie sociale" », *Le Monde*, 26 juin 2026p.

[47] Silvia Rief, « Karl Polanyi's 'socialist accounting' and 'overview' in the age of data analytics », *New Political Economy*, 4 mars 2023, vol. 28, n° 2, p. 284-298 ; Cédric Durand, « 3. La voie étroite d'un cyber-écosocialisme » dans *Faut-il se passer du numérique pour sauver la planète ?* Paris, Éditions Contretemps, 2025, vol. 14, p. 95-114, ISBN : 2496-5146

Direction de la publication : Faïny Gaultier & Ugo Palmetta

[48] Il n'est ni nécessaire ni souhaitable d'engager une réduction de celui-ci qui paralyserait l'action publique et dégraderait la conjoncture. Comme le note Olivier Blanchard : « L'essentiel est donc de présenter un programme crédible conduisant, avec une forte probabilité, à la stabilisation du ratio de la dette par rapport au PIB à un horizon de quatre à sept ans ». Voir Olivier Blanchard, « Olivier Blanchard, économiste : "Le processus budgétaire français est défaillant, et il accroît le risque d'une crise de la dette" », *Le Monde*, 16 juill. 2026p.

[49] Clément Carbonnier, *Toujours moins ! l'obsession du coût du travail ou l'impasse stratégique du capitalisme français*, Paris, la Découverte, 2025.